

Unité départementale du Hainaut  
44, Rue de Tournai  
CS 40 259  
59019 Lille Cedex

Lille, le 21/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MINAKEM BEUVRY PRODUCTION**

145 CHEMIN DES LILAS  
59310 Beuvry-La-Forêt

Références : 26/03/2026  
Code AIOT : 0007000704

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement MINAKEM BEUVRY PRODUCTION implanté 145 CHEMIN DES LILAS 59310 Beuvry-la-Forêt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINAKEM BEUVRY PRODUCTION
- 145 CHEMIN DES LILAS 59310 Beuvry-la-Forêt
- Code AIOT : 0007000704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MINAKEM BEUVRY PRODUCTION est spécialisée dans la chimie fine à destination de l'industrie pharmaceutique.

Le dernier arrêté préfectoral mettant à jour la situation administrative du site est l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/08/2021.

L'établissement est soumis à autorisation pour 11 rubriques de la nomenclature des ICPE. Il est classé Seveso Seuil Haut par application de la règle de cumul.

L'urbanisme et les usages des terrains autour du site sont réglementés par le Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 27/12/2010.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	7) Recensement des tuyauteries/capacités soumises au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
8	8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
2	2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	3) Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
4	4) Docs Qualité et lien avec le Système de Gestion de la Sécurité (SGS)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	5) Recensement des réservoirs de stockage soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
6	6) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
9	9) Recensement des ouvrages de GC soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
10	10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
11	11) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
12	12) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25	Sans objet
13	13) Examen d'un dossier de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
14	14) Examen d'un dossier de tuyauterie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 26 mars 2026 a porté sur la thématique du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). Cette démarche vise à mettre en place des contrôles périodiques d'équipements présentant un certain niveau de risques environnementaux et/ou accidentels. La visite a consisté à vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions du référentiel applicable : les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 et du 1<sup>er</sup> juin 2015, ainsi que les guides professionnels approuvés associés.

L'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant a procédé au recensement des équipements concernés par la démarche PM2I. Ces mêmes équipements sont contrôlés périodiquement. Aucun dépassement d'échéance de contrôle n'a été constaté. Les rapports de contrôles sont analysés et donnent lieu à des actions correctives en cas de besoin.

En conclusion de la visite, l'équipe d'inspection a relevé **2 non-conformités** réglementaires :

- La 1<sup>ère</sup> non-conformité porte sur l'absence de suivi d'une tuyauterie alors qu'elle semble concernée par un suivi au titre de la démarche PM2I ;
- La 2<sup>ème</sup> non-conformité consiste à l'absence de formalisation des modalités de suivi des tuyauteries soumises à suivi PM2I au travers de programmes d'inspection.

Pour ces 2 non-conformités, l'Inspection formule des demandes d'actions correctives à réaliser (respectivement) **sous 3 mois et 6 mois**. L'exploitant tiendra l'Inspection informée de ses démarches.

Par ailleurs, l'Inspection formule **8 observations** portant (notamment) sur la formalisation des dispositions mises en œuvre dans la procédure dédiée, sur les outils de suivi ainsi que sur certaines modalités de contrôle d'équipements. L'exploitant est invité à transmettre ses réponses aux observations formulées **dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport)**.

L'Inspection ne propose pas de suite administrative à cette visite.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  D'après le tableau des rubriques ICPE annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/08/2021, l'établissement MINAKEM BEUVRY Production est soumis à autorisation pour 11 rubriques ICPE. Il est classé Seveso Seuil Haut par la règle de cumul Seuil Haut. Toujours d'après cet APC du 10/08/2021, parmi les rubriques ICPE relatives aux liquides inflammables qui peuvent amener un suivi d'équipements au titre du Plan de Modernisation des installations industrielles (PM2I), l'établissement est soumis : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>à Enregistrement</u> pour la rubrique 4331 : 830 t ;</li></ul>

- à Déclaration (avec ou sans contrôles périodiques) pour les rubriques :
  - 4330 : 4 t ;
  - 4722 : 60 t.

L'établissement est soumis à enregistrement pour la rubrique 4331 et le tonnage total des liquides inflammables (mentions de dangers H224, H225 et H226) ne dépasse pas les 1000t. **C'est donc l'arrêté ministériel du 01/06/2015 qui s'applique à l'établissement.**

Cela comprend notamment l'article 25 relatif aux contrôles périodiques des réservoirs de stockage de 10 m<sup>3</sup> équivalents et plus.

L'examen du recensement et des modalités de suivi des réservoirs de stockage de liquides inflammables soumis à l'article 25 de l'AM du 01/06/2015 est détaillé dans les points de contrôle suivants.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pas de demande ou d'observation formulée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI

**Prescription contrôlée :**

Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

D'après le tableau des rubriques ICPE annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/08/2021, l'établissement MINAKEM BEUVRY Production est soumis à autorisation pour 11 rubriques ICPE.

Il est classé Seveso Seuil Haut par la règle de cumul Seuil Haut.

**Donc l'arrêté ministériel du 04/10/2010 s'applique bien à l'établissement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pas de demande ou d'observation formulée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I

**Prescription contrôlée :**

**III. Entretien des stockages :**

**A. Plan d'inspection.**

Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. (...)

**Constats :**

La démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) sur le site de Minakem / Beuvry fait intervenir 3 services :

**Le service Hygiène Sécurité Environnement pour :**

- l'établissement et la mise à jour du recensement des équipements soumis à suivi PM2I ;
- en lien avec le service Maintenance, l'élaboration des plans d'inspection et l'analyse des comptes-rendus de contrôles ;
- l'archivage des rapports de contrôle.

**Le service Maintenance pour :**

- l'élaboration des plans d'inspection, en lien avec le service HSE ;
- le suivi des échéances de contrôle, avec l'appui du service Assurance Qualité ;
- la planification des contrôles ;
- la réalisation des contrôles annuels sur les réservoirs de stockage (routine), les rétentions et les tuyauteries ;
- les contacts et l'accompagnement de l'organisme de contrôle pour les visites Externes Détaillées des réservoirs de stockage ;
- l'examen des rapports de contrôle (avec le service HSE).

**Le service Assurance Qualité pour le suivi des échéances de contrôles.**

Une société de contrôle spécialisée réalise les visites Externes Détaillées des réservoirs de stockage soumis à suivi PM2I.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pas de demande ou d'observation formulée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : 4) Docs Qualité et lien avec le Système de Gestion de la Sécurité (SGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8 : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. (...)  Et en annexe I : Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;</li><li>- le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>- le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et</li><li>- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier</li></ul>
<b>Constats :</b>  En amont de la visite, l'exploitant a transmis la procédure « Maîtrise du vieillissement des installations » réf. 15/4 DOC-06927 révision 3 de mars 2026. Ce document précise les modalités de recensement (§ 5) et de suivi (§ 6 à 9) des équipements soumis à suivi PM2I sur site.  Pour le lien de cette procédure avec le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) du site, l'exploitant a présenté en salle le Manuel SGS du site réf. DOC-07708 révision 01 du 17/05/2022. Les dispositions mises en place pour l'application du PM2I sur site figurent au paragraphe 4.10 relatif au Vieillissement des installations. Ce paragraphe cite la procédure réf. 15/4 DOC-06927 pour l'application de la démarche PM2I, ce qui fait bien le lien entre le Manuel SGS et la procédure d'application du PM2I.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation n°01 :</b> La procédure d'application de la démarche PM2I (réf. 15/4 DOC-06927) est à mettre à jour sur les points suivants :



- les références à l'arrêté ministériel du 03/10/2010 sont à remplacer par des références à l'arrêté ministériel du 01/06/2015, *a minima* aux paragraphes 1.1 et 5.1.1 ;
- la mention d'inspection Hors exploitation au paragraphe 6.5.1 est à adapter au regard de l'absence de visite Hors Exploitation Détaillée sur site (pas de réservoir d'un volume supérieur à 100 m³).

L'exploitant transmettra à l'Inspection cette procédure mise à jour pour intégrer ces remarques dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport).

La liste figurant en annexe à la procédure HSE\_15-4\_DOC-06927 rév. 3 ne fait apparaître qu'un seul agent habilité à réaliser les visites de routine. Cette configuration apparaît peu flexible et peu robuste en cas de mouvement de personnel.

**Observation n°02 :** L'Inspection recommande à l'exploitant de former et d'habiliter *a minima* une personne supplémentaire pour la réalisation des visites de routine des réservoirs de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : 5) Recensement des réservoirs de stockage soumis au PM2I

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs

**Prescription contrôlée :**

III. Entretien des stockages :

A. Plan d'inspection.

Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. (...)

**Constats :**

Le recensement des réservoirs de stockage soumis à suivi au titre du PM2I a été réalisé initialement en 2012 sur le site de Minakem / Beuvry. Ce recensement a été mis à jour par la suite pour prendre en compte des modifications matérielles.

Pour garantir le caractère à jour du recensement des équipements soumis à suivi au titre du PM2I (tous types d'équipements), l'exploitant a indiqué que toute modification notable des installations (hors remplacements à l'identique) fait l'objet d'un traitement et d'une analyse formalisée par l'outil Master Control. Les différents impacts d'une modification envisagée sont à étudier dans le formulaire « Checklist » réf. HSE-2025-0097. Ce formulaire est ensuite examiné par les services Assurance Qualité, HSE puis Sécurité des Procédés. Les impacts réglementaires d'un projet de modification, et notamment d'éventuelles évolutions dans le suivi PM2I sur site, seraient à faire apparaître à l'item « Impact Environnement » du formulaire. A titre d'exemple, l'exploitant a présenté le formulaire Checklist du 28/04/2025 renseigné pour l'examen du revamping de l'automate de la station d'épuration.

Pour réaliser son recensement, l'exploitant a établi un tableau libellé « Recensement des stockages ». Ce tableau liste les réservoirs de stockage avec leurs volumes. Puis, les contenus ont été ajoutés en précisant leurs mentions de dangers. Dans ce tableau, l'exploitant a mis en gras et :

- en rouge les mentions de dangers associées aux liquides inflammables et pouvant amener un suivi PM2I de l'équipement ;
- en vert les mentions de dangers associées aux mélanges et substances pouvant amener un suivi PM2I de l'équipement au titre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Des colonnes indiquent ensuite pour chaque réservoir si un suivi PM2I est requis ou pas.

Par cette méthodologie, l'exploitant a recensé 3 réservoirs de stockages à suivre, tous au titre de l'arrêté ministériel du 01/06/2015. il s'agit des réservoirs C. Env. 12, C. Env. 18 et C. SG47.

L'équipe d'inspection a ensuite vérifié par sondage la cohérence de ce recensement avec les informations disponibles dans le tableau des rubriques ICPE de l'établissement, figurant en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire d'août 2021.

Pour les rubriques associées à des substances avec mentions de dangers pouvant amener un suivi PM2I, l'établissement Minakem / Beuvry est concerné par les rubriques ICPE suivantes (avec précision des quantités maximales autorisées) :

- 4140-2 : 20 t ;
- 4331 : 830 t ;
- 4510 : 99,9 t ;
- 4511 : 199,9 t.

Les mentions de dangers associées à ces substances peuvent induire un suivi de leur contenant si ce contenant (pris individuellement) a un volume dépassant les seuils précisés à l'art. 25 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 ou de l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Les Inspecteurs ont interrogé l'exploitant sur les conditions de stockage et d'utilisation des substances concernées par les rubriques ICPE citées ci-dessus. L'exploitant a confirmé que ces substances sont stockées en fûts, en petits contenants, ou de façon enterrée. Le suivi des contenants n'est pas requis par la réglementation associée au PM2I pour ces modes de stockages.

**En conclusion, 3 réservoirs de stockage sont suivis dans le cadre du PM2I, tous les 3 au titre de l'arrêté ministériel du 01/06/2015.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection n'a pas de remarque particulière sur la méthodologie et les conclusions du recensement initial réalisé par l'exploitant à propos des réservoirs de stockage à suivre au titre du PM2I.

Toutefois, l'équipe d'inspection a remarqué que le suivi au titre du PM2I de la cuve à fioul a été mis en place peu de temps avant la présente visite de l'Inspection. L'impact de cet équipement mis en service en 2022 sur le suivi PM2I n'avait pas été identifié au moment des études préalables à la modification.

**Observation n°03 : Au regard de ce retour d'expérience, le formulaire d'analyse d'impact d'une**

modification (rattaché au Système de Gestion de la Sécurité) mériterait d'être davantage détaillé au niveau de l'impact réglementaire.

L'équipe d'inspection juge très utile le tableau de recensement des réservoirs présenté, mais a remarqué que ce tableau n'avait pas de libellé ni de référence Qualité et de date.

**Observation n°04 : L'Inspection recommande de donner un nom et des références / dates au tableau de recensement des réservoirs de stockage dans le cadre du PM2I. La procédure associée à la démarche PM2I (réf. HSE\_15/4\_DOC-06927) pourrait également faire référence à ce tableau dans son paragraphe relatif aux modalités de recensement.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : 6) Modalités de suivi des réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs

##### **Prescription contrôlée :**

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

##### **Constats :**

L'exploitant a détaillé au § 6 de sa procédure d'application de la démarche PM2I les modalités de suivi des réservoirs de stockage concernés par un suivi PM2I.

Pour les 3 réservoirs concernés, l'exploitant prévoit :

- tous les ans : une visite de routine (réalisée par un agent du service Maintenance de Minakem) ;
- tous les 5 ans : une visite Externe Détaillée (réalisée par une société de contrôle spécialisée).

En l'absence de réservoir de plus de 100 m<sup>3</sup> sur site, aucune visite Hors Exploitation Détaillée n'est prévue.

Le contenu des contrôles réalisés et plus généralement les modalités de suivi des réservoirs figurant dans la procédure d'application de la démarche PM2I reprennent les dispositions du guide DT 94.

Le suivi de échéances de contrôles est réalisé par le service Assurance Qualité. A l'approche d'une échéance, ce service émet des Fiches de Visite Périodique (FVP) vers le service Maintenance.

<p>Concrètement, pour les visites annuelles (visite de routine de réservoirs et visite de la rétention), le service AQ transmet des FVP en octobre de chaque année.</p> <p>Les représentants de l'exploitant ont indiqué qu'aucune fiche de visite périodique n'est émise pour les visites quinquennales des réservoirs de stockage. En l'état, aucune alerte n'est générée automatiquement pour la réalisation des visites Externes Détaillées des réservoirs de stockage à suivre au titre du PM2I.</p> <p>Le chef de service Maintenance prévoit le budget associé aux visites Externes Détaillées en fin d'année N-1 pour l'année N. Un éventuel oubli pourrait être détecté et corrigé lors de réunions trimestrielles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°05 :</b> Pour éviter tout oubli, l'Inspection recommande à l'exploitant de mettre en place une organisation ou un outil de suivi qui rappelle automatiquement l'échéance des visites Externes Détaillées quinquennales des réservoirs de stockage à suivre au titre du PM2I.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : 7) Recensement des tuyauteries/capacités soumises au PM2I**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li> <li>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</li> <li>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</li> <li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</li> </ol> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p>

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

#### Constats :

L'exploitant a indiqué que le recensement des tuyauteries a été réalisé dans la continuité de la visite de la DREAL du 23/10/2019.

A la suite de ce recensement, seule la tuyauterie d'alimentation en gaz naturel du site avait été identifiée comme devant faire l'objet d'un suivi au titre du PM2I. Les premiers contrôles réalisés avaient décelé un mauvais état de l'équipement. Cette tuyauterie a ensuite été remplacée par une tuyauterie neuve (en 2021/2022).

La DREAL a remarqué que, dans l'Etude de Dangers de 2022 (rapport AECOM réf. PAR-RAP-22-26263B du 15/02/2022), il y a des phénomènes dangereux de gravité importante (ou plus) associés à des fuites de tuyauteries :

- ERC n°47 : avec la tuyauterie de gaz naturel. Comme indiqué ci-dessus, cette tuyauterie est déjà identifiée et suivie par l'exploitant ;
- ERC n°3 : avec la tuyauterie de brome. La procédure d'application de la démarche PM2I ne cite pas cette tuyauterie de brome dans le périmètre des équipements à suivre au titre du PM2I. Sur le sujet, l'exploitant a indiqué que des contrôles sont réalisés périodiquement sur cette tuyauterie (cf. point de contrôle suivant).

L'équipe d'Inspection n'a pas examiné la méthodologie appliquée par l'exploitant pour le recensement des tuyauteries à suivre au titre du PM2I. De même, le recensement des capacités n'a pas du tout été abordé.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande d'action corrective n°01** : Au regard des conclusions de l'étude de dangers de l'établissement, la tuyauterie de brome est à intégrer à la liste des tuyauteries à suivre au titre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010). Le recensement des équipements et la procédure d'application de la démarche PM2I (réf. HSE\_15-4\_DOC\_06927) seront à mettre à jour en conséquence.

L'exploitant précisera les documents ainsi modifiés à l'Inspection sous 3 mois (à compter de la réception du présent rapport).

**Observation n°06** : L'exploitant indiquera s'il a recensé sur son établissement des capacités à suivre au titre de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport).

**Type de suites proposées** : Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a présenté les modalités de suivi de la tuyauterie de gaz naturel et, à la demande de l'équipe d'inspection, de la tuyauterie de brome.</p> <p><b><u>Tuyauterie de gaz naturel :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Contrôles annuels (réalisés par du personnel Minakem) :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Test d'asservissement de la vanne d'arrivée de gaz naturel ;</li> <li>◦ Contrôle d'étanchéité de toutes les soudures au millibulles.</li> </ul> </li> <li>• <u>Contrôles tous les 3 ans (par un organisme de contrôle) :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Contrôle visuel à 100 % ;</li> <li>◦ Mesures d'épaisseurs par Ultrasons.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces dispositions figurent dans la Fiche de Visite Périodique (FVP) associée datée d'avril 2025 (présentée en séance). Ces dispositions sont cohérentes avec celles décrites au paragraphe 8 de la procédure d'application de la démarche PM2I sur site (réf. HSE_15-4_DOC_06927 rév.3).</p> <p><b><u>Tuyauterie de brome :</u></b></p> <p>L'exploitant a présenté les dispositions de la Fiche de Visite Périodiques n°715-MRC-01642 de décembre 2021 :</p> <p>→ <u>avant chaque campagne de bromation</u> : épreuve sous pression ;</p> <p>→ <u>chaque année</u> : plusieurs points de contrôles ;</p> <p>→ <u>tous les 3 ans</u> : remplacement des vannes manuelles.</p> <p>Toutefois, pour ces 2 tuyauteries, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'inspection formalisé et établi suivant une méthodologie conforme aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Demande d'action corrective n°02 :</u></b> Pour les tuyauteries de gaz naturel et de brome, l'exploitant

établira des plans d'inspection formalisés établis suivant les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

L'exploitant transmettra à l'Inspection sous 6 mois (à compter de la réception du présent rapport) les 2 plans d'inspection ainsi établis.

L'exploitant tiendra compte des conclusions de ces plans d'inspections et mettra à jour le cas échéant les Fiches de Visites Périodiques associées à ces 2 tuyauteries.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : 9) Recensement des ouvrages de GC soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

**Constats :**

En complément des massifs des 2 réservoirs de stockage verticaux soumis à suivi PM2I (C. ENV 12 et C. ENV 18), l'exploitant a recensé uniquement la rétention associée à ces 2 réservoirs (R26) comme ouvrage de Génie Civil à suivre au titre de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Les conclusions de ce recensement pour les ouvrages de Génie Civil figurent au paragraphe 7.3 de la procédure d'application de la démarche PM2I sur site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pas de demande ou d'observation formulée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I

**Prescription contrôlée :**

<p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- (...).</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant contrôle 1 fois par an les ouvrages de Génie Civil à suivre au titre du PM2I : rétention R26 et massifs des réservoirs C. ENV 12 et C. ENV 18.</p> <p>Il s'agit d'un contrôle visuel réalisé selon les dispositions du guide DT 92. Ce contrôle est réalisé en même temps que les visites de routine des 2 réservoirs de stockage soumis.</p> <p>Comme les réservoirs précités contiennent des liquides inflammables, la rétention R26 est de catégorie II et doit faire l'objet d'un contrôle annuel selon les dispositions du guide DT 92. La périodicité de contrôle annuelle mise en œuvre par l'exploitant est donc conforme à ces dispositions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pas de demande ou d'observation formulée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : 11) Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B. Dossier de suivi individuel</p> <p>Chaque réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un dossier de suivi individuel, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.</p> <p>Ce dossier comprend a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date de construction, date de mise en service et code ou norme de construction utilisés ;</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- volume du réservoir ;</li> <li>- matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>- liste des liquides successivement stockés dans le réservoir ;</li> <li>- la limite de température de réchauffage, si nécessaire ;</li> <li>- dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>- réparations éventuelles et codes, normes utilisés.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la suite de la présente visite, l'équipe d'inspection a examiné <u>par sondage</u> le contenu des dossiers des équipements suivants soumis à suivi au titre du PM2I :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réservoir de stockage C. ENV 12 ;</li> <li>• réservoir de stockage C. ENV 18 ;</li> <li>• réservoir de stockage Cuve à fioul ;</li> <li>• tuyauterie de gaz naturel ;</li> <li>• rétention R26.</li> </ul> <p>Pour la suite de ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné le contenu du dossier du réservoir de stockage C. ENV 12.</p> <p>Ce dossier comporte un <b>registre</b> mentionnant les différents contrôles réalisés et les suites apportées. Par ailleurs, <b>l'état initial</b> est intégré à la fiche de Visite Périodique.</p> <p>Le réservoir C. ENV 12 est un réservoir cylindrique vertical de 28 m<sup>3</sup> à toit fixe en acier inox 316L. Il a été mis en service en 1995. Il n'est pas calorifugé ni équipé d'un système de réchauffage.</p> <p>Ce réservoir contient un mélange de solvants halogénés (liquides inflammables).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pas de demande ou d'observation formulée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : 12) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des visites de routine ;</li> <li>- des inspections externes détaillées ;</li> <li>- des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</li> </ul>

(...)

#### C. Visites de routine.

Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

#### D. Inspections externes détaillées.

Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...)

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.(...)

#### Constats :

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné par sondage les derniers rapports de contrôles disponibles pour les 3 réservoirs de stockage soumis à suivi au titre du PM2I.

#### Réservoir C. ENV 12 :

Le dernier contrôle réalisé est la visite Externe Détaillée réalisée le 07/05/2025. L'exploitant a présenté le rapport associé réf. APAVE n°134961849-001-1 du 10/07/2025. Ce rapport comporte les résultats des mesures d'épaisseur réalisées :

- pour la dépassée : moyenne de 3 mm pour une ép minimale requise de 0,57mm ;
- pour la soudure robe/fond : moyenne de 2,9 mm pour une épaisseur minimale requise de 0,56 mm ;
- pour le bas de robe : moyenne de 2,9 mm pour des épaisseurs minimales requises de 0,55 mm pour la virole n°1 et de 0,4 mm pour la virole n°2.

Ce rapport formule 4 observations non bloquantes à la poursuite d'exploitation de l'équipement. La prise en compte de ces remarques figure dans le registre de l'équipement.

Pour ce réservoir, l'exploitant a également présenté le compte-rendu de la visite de routine réalisée le 23/10/2024, sans anomalie constatée.

#### Réservoir C. ENV 18 :

Le dernier contrôle réalisé est la visite Externe Détaillée réalisée le 07/05/2025. L'exploitant a présenté le rapport associé réf. APAVE n°134961850-001-1 du 10/07/2025. Ce rapport comporte les résultats des mesures d'épaisseur réalisées :

- pour la dépassée : moyenne de 4 mm pour une ép minimale requise de 2,5 mm ;
- pour la soudure robe/fond : moyenne de 4 mm pour une épaisseur minimale requise de 3,5 mm ;
- pour le bas de robe : moyenne de 3 mm pour des épaisseurs minimales requises de 0,28 mm pour la virole n°1 et de 0,12 mm pour la virole n°2.

Ce rapport ne formule aucune observation particulière.

Pour ce réservoir, l'exploitant a également présenté le compte-rendu de la visite de routine

réalisée le 23/10/2024, sans anomalie constatée.

**Réservoir Cuve à fioul :**

Il s'agit d'un réservoir horizontal en acier Inox S235JR, à double paroi, sur 2 berceaux métalliques. Comme ce réservoir a été mis en service en 2022, c'est-à-dire moins de 5 ans avant la présente visite de la DREAL, il n'avait pas encore fait l'objet d'une visite Externe Détaillée. L'exploitant a présenté le compte-rendu de la dernière visite de routine réalisée le 24/03/2026, sans anomalie relevée.

Lors de la visite de terrain, l'équipe d'inspection a pu examiner ces 3 réservoirs soumis à suivi au titre du PM2I.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation n°07 :** Pour les réservoirs verticaux soumis à suivi au titre du PM2I (C. ENV 12 et C. ENV 18), l'exploitant veillera à inclure formellement le contrôle des massifs associés parmi les points contrôlés annuellement. Le cas échéant, l'exploitant pourra faire évoluer ses formulaires de contrôle en ce sens.

Les Inspecteurs ont remarqué que les épaisseurs minimales requises recalculées par l'organisme de contrôle étaient différentes entre les cuves C. ENV 12 et C. ENV 18 alors qu'il s'agit de 2 réservoirs semblables (axe vertical en inox avec Volume de 26 m<sup>3</sup>). Par ailleurs, ces épaisseurs minimales calculées paraissent faibles dans l'absolu pour les premières viroles du réservoir C. ENV 18 : 0,28 mm pour la Virole n°1 et 0,12 mm pour la virole n°2.

**Observation n°08 :** Lors de la prochaine visite externe détaillée des réservoirs de stockage, l'Inspection invite l'exploitant à être vigilant à la méthode et aux résultats en cas de nouveau calcul d'épaisseurs minimales réalisé par l'organisme de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : 13) Examen d'un dossier de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (rétention)

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :  
(...)

- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de

l'ouvrage.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour ce point de contrôle, les Inspecteurs ont examiné uniquement le dernier rapport de contrôle de la rétention R26 soumise à suivi au titre du PM2I.</p> <p>Il s'agit de la rétention comportant les 2 réservoirs de stockage C. ENV 12 et C. ENV 18, contenant des liquides inflammables. Cette rétention est donc de catégorie II et fait l'objet d'un contrôle annuel, conformément aux dispositions du guide DT 92.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la visite réalisée le 05/03/2026. Ce rapport comporte les 2 constats suivants, non bloquants à la poursuite d'exploitation de l'équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence de mousse, avec préconisation d'un démoussage avant fin avril 2026 ;</li> <li>• éclatement présent sur le dessus du muret de la rétention.</li> </ul> <p>L'équipe d'inspection a relevé que, dans le compte-rendu présenté, ces 2 désordres n'avaient pas été classés selon les catégories proposées au § 6.3 du guide DT 92 (D1, D2, D2E, D3 ou D3P). Toutefois, ces désordres ne sont pas susceptibles dans l'immédiat de remettre en cause l'étanchéité de la rétention.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'équipe d'inspection a pu examiner cette rétention et a constaté que le démoussage avait déjà été réalisé. L'éclatement mentionné dans le compte-rendu de la visite du 05/03/2026 est situé sur le bord extérieur du muret. Du fait de sa localisation, ce désordre ne remet pas en cause la fonction d'étanchéité de la rétention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pas de demande ou d'observation formulée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : 14) Examen d'un dossier de tuyauterie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (tuyauterie soumise)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<b>Constats :</b>

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné par sondage les derniers rapports de contrôles disponibles pour les tuyauteries de Gaz Naturel et de brome.

**Tuyauterie de gaz naturel :**

Pour rappel, cette tuyauterie fait l'objet de contrôles annuels réalisés par un agent Minakem, et d'une visite triennale réalisée par un organisme de contrôle.

Le dernier contrôle réalisé est la visite annuelle du 20/08/2025, sans anomalie relevée.

La dernière visite triennale a été réalisée le 07/08/2024. L'exploitant a présenté le rapport associé réf. APAVE n°2455954.1. Les mesures d'épaisseur réalisées étaient de 6,1 à 6,2 mm pour les parties courantes, et de 4,2 mm pour les parties cintrées. Ce rapport ne mettait en évidence aucune anomalie particulière.

**Tuyauterie de brome :**

L'exploitant a présenté en salle la fiche de Visite Périodique renseignée en juin 2025 renseignée par le service Maintenance, sans anomalie relevée.

L'équipe d'Inspection a pu examiner ces 2 tuyauteries lors de la visite de terrain.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pas de demande ou d'observation formulée.

**Type de suites proposées :** Sans suite